

Syrie : relecture de la crise

Entretien de Romain Aby avec Isabelle Feuerstoss

dimanche 11 novembre 2012, par [Isabelle FEUERSTOSS](#), [Romain ABY](#)

Géopolitique de la Syrie. Romain Aby recueille pour le *Diploweb.com* les analyses de la géopolitologue Isabelle Feuerstoss. La chercheuse revient sur la stratégie du régime de Bachar el-Assad durant les premiers mois de contestation ainsi que sur l'enlèvement et la militarisation du conflit. Mme Feuerstoss interroge également les différentes hypothèses couramment évoquées, que ce soit dans le cadre d'une résolution politique ou d'une intervention militaire en Syrie. Le poids des représentations, le traitement médiatique parfois partiel et les nombreux acteurs impliqués doivent nécessairement être pris en compte dans une réflexion sur une résolution du conflit.

Isabelle Feuerstoss offre donc des clés de lecture qui aident à une meilleure compréhension de la crise syrienne.

LA SPIRALE de violence en Syrie semble sans fin. Alors que l'ONU décompte plus de 20 000 morts [1] depuis le début de la contestation en 2011 et que la Syrie est devenue un vaste champ de bataille, il est très difficile d'envisager une sortie de crise à court terme voire à moyen terme. La situation a atteint un tel stade de non-retour qu'une des hypothèses, la moins dramatique en termes de nombre de morts serait que l'actuel vice-président syrien, Farouk al-Chareh, soit désigné par Bachar al-Assad comme son successeur. La nomination de cette personnalité à la tête d'un gouvernement transitoire serait une évolution non négligeable pour les Syriens, puisqu'il est sunnite et originaire de Deraa, d'où est parti le soulèvement syrien. De plus, il n'a pas pris part à la répression. Il vit depuis le début de la crise sous la surveillance rapprochée de généraux alaouites qui lui ont réduit toute marge de manœuvre. Adepte de la négociation, il peut compter pour son éventuelle nomination sur de nombreux soutiens étrangers dont les Turcs et les Français. Néanmoins, le régime de Bachar al-Assad ne semble pour l'instant pas prêt à une telle évolution.

Parmi les autres hypothèses envisagées, il y a indéniablement la possibilité d'un coup d'État interne par des généraux alaouites. Bachar al-Assad et son cercle rapproché ont pris en otage tous les hauts responsables (militaires alaouites) du régime syrien. Or il semble primordial de rappeler que la réponse exclusivement répressive n'a jamais fait l'unanimité, y compris au sein de ce cercle. Les nombreuses dissensions internes ne doivent pas être écartées du débat, j'en veux pour preuve les nombreux attentats au cœur même des instances du pouvoir. Ces actions ont probablement atteint un tel degré de précision grâce à la collaboration d'agents internes proches du pouvoir. En effet, ces dissidences qui ne s'expriment pas publiquement pour des raisons de sécurité bien évidentes, s'illustrent dans les actes sur le terrain. Le scénario d'un coup d'État interne est possible mais qui dit coup d'État interne dit alliance avec des acteurs externes. Souvent ce sont des alliances imbriquées et complexes, avec l'appui d'une puissance régionale elle-même alliée à une puissance internationale. Il y a donc un réel problème qui consiste dans la création d'un consensus régional pour un gouvernement de transition en Syrie.

Les deux hypothèses citées précédemment semblent les plus à même de correspondre à la spécificité du cas syrien dans son état actuel. Ces options de sortie de crise permettraient également de ne pas susciter la peur de la communauté alaouite qui peut se sentir mise en danger au moment de la chute du régime. À ce titre, la désignation du cheikh sunnite radical al-Arour comme icône du Conseil militaire de la révolution n'est certainement pas la tactique la plus heureuse pour unir tous les Syriens dans un projet national.

Le régime de Damas ou la stratégie du pire

Les médias internationaux ont évoqué avec régularité une possible intervention militaire en Syrie, avec potentiellement la Turquie en tant qu'acteur principal. Si les bénéfices et la faisabilité de cette entreprise ne sont guère évidents, ce qui est certain c'est que les haines à l'échelle nationale sont ravivées. Qu'il y ait une intervention ou pas, elles ne vont pas s'éteindre du jour au lendemain. Même si la Syrie suit une politique basée sur le choix de personnalités de consensus, il est évident que de nombreux règlements de comptes vont continuer à avoir lieu, et ce, sur des périodes relativement longues. La militarisation et la radicalisation des opposants en Syrie est de nature à éloigner tout consensus national regroupant les diverses composantes de la société syrienne. Les laïcs qui sont nombreux mais dont les actions pacifistes ne sont pas relayées par les médias internationaux, devront trouver une place dans cette Syrie post-Assad. Cette radicalisation identitaire et communautaire laisse présager une période de troubles relativement importante.

L'enlèvement du conflit syrien était prévisible dès le départ, avant même qu'une partie de l'opposition ne se militarise. Le début des manifestations a constitué une occasion historique unique pour de nombreux acteurs régionaux et internationaux de redistribuer les cartes dans la région. Dans ce contexte, la France rompit assez rapidement tous les canaux directs de communication avec le régime de Bachar al-Assad. À l'instar des événements en 2005, lorsque le régime fut isolé internationalement sous le leadership franco-américain, cette rupture contribua à renforcer une dynamique de repli sur soi du pouvoir syrien qui l'amena à adopter une logique d'affrontement jusqu'au-boutiste avec ce qu'il perçoit comme ses ennemis, que ce soit sur le plan interne ou externe.

Néanmoins, la militarisation de groupes d'opposition marque bien un tournant. En choisissant ce recours, ces derniers sont entrés dans le jeu stratégique du régime qui ne s'avère à l'aise que sur le terrain de la violence et de la confrontation. Cette radicalisation **d'une partie de l'opposition se retrouve fortement médiatisée, mais il faut savoir que de nombreux opposants refusent jusqu'à présent toute forme de violence**. Malheureusement, les médias occidentaux et arabes ne relaient nullement cette démarche pacifique ni le travail mené sur le terrain par ces acteurs, certes, nettement moins spectaculaires que des groupes armés.

Quant à Bachar al-Assad, il suit et assume une stratégie qui de son point de vue apparaît cohérente. Néanmoins, elle s'avère erronée depuis le départ. En effet, le président syrien aurait pu assurer la stabilité de son régime en attribuant des concessions démocratiques, via, entre autres, l'organisation d'élections dans les premiers mois qui suivirent le début des manifestations. À ce moment précis, il jouissait encore d'une grande popularité, même si elle commençait déjà à s'effriter. Contrairement aux idées reçues, les premiers slogans populaires n'étaient pas dirigés contre lui mais contre son entourage. Dans les représentations de très nombreux Syriens, de toutes confessions, ethnies ou régionalismes confondus, Bachar bénéficiait encore de l'image d'un réformateur éduqué à Londres, ophtalmologue de son état. Il est vrai que quelque temps avant le décès de son père, dès son retour en Syrie, il contribua à la mise en place et au développement de nouvelles technologies, à l'instar d'Internet qui révolutionna la vie des jeunes Syriens. Toujours d'après les représentations populaires au tout début de la crise, la volonté réformatrice de Bachar aurait été constamment contrariée par une certaine « vieille garde » héritée de la présidence de son père. Vieille garde qui l'aurait empêché d'adopter de véritables réformes démocratiques. Ainsi, les premiers slogans des manifestants encourageaient Bachar à s'en débarrasser afin de devenir le grand réformateur tant attendu. À ce moment précis, le président syrien aurait pu mobiliser l'appareil étatique baasiste, qui comprend presque deux millions de fonctionnaires si l'on inclut les militaires, afin d'organiser des élections présidentielles rapides. Les forces d'opposition sur le terrain n'auraient jamais eu le temps de s'organiser pour ces élections ni de monter un programme cohérent. Il aurait fort probablement été réélu avec une avance confortable. De là, il aurait pu commencer à entreprendre des réformes démocratiques et redistribuer des aides économiques aux provinces abandonnées. Une stratégie qui a semble-t-il fonctionné dans d'autres pays arabes. Le régime syrien a malheureusement opté pour une tout autre approche qui a abouti à la situation catastrophique que nous vivons actuellement.

Diplomatie versus intervention militaire

La situation est d'autant plus grave que les solutions politiques restent inefficaces. Ainsi, l'émissaire des Nations unies pour la Syrie, Lakhdar Brahimi est très clair, il n'a absolument aucune approche ni aucune stratégie. Force est de constater qu'il est franc, ce qui malheureusement est très loin d'être suffisant et ses chances de réussite sont proches de zéro. Partant de là, il est très difficile d'imaginer quel rôle pourrait jouer Lakhdar Brahimi dans une résolution du conflit syrien.

L'hypothèse d'une intervention militaire en Syrie est fréquemment abordée dans les médias, d'autant plus que les tirs d'obus syriens sur la Turquie suivis par une réponse militaire turque ont clairement replacé cette question sur le devant de la scène. Par ailleurs, il est intéressant de soulever la question du contexte et de l'origine des tirs. Qui est réellement l'instigateur de ces événements ? Qui y a intérêt ? Quels sont les objectifs poursuivis ? C'est une question particulièrement complexe qui nécessiterait un développement important, en revanche, il convient de rappeler que de nombreux scénarios sont envisageables et il y a de nombreuses pistes possibles.

En ce qui concerne l'intervention de l'OTAN, il est très difficile d'imaginer quels responsables turcs (ou leurs homologues de l'OTAN) opéreraient pour cette stratégie. La Turquie est dans un environnement géostratégique particulièrement complexe avec la proximité de la République islamique d'Iran, la Russie et la question kurde pour ne citer qu'elles. Au regard de ces éléments, les responsables turcs ne semblent pas vouloir entrer dans une logique d'internationalisation du conflit syrien, un conflit qui deviendrait très vite régional si ce n'est plus. En outre, s'ils s'engageaient en territoire syrien, ils devraient assumer jusqu'à leur retrait la responsabilité des populations, que ce soit aux niveaux politique, sécuritaire et économique. Un véritable bourbier en perspective que ni les dirigeants, ni la population turque n'entendent supporter.

Pour élargir l'analyse, les événements liés au film « Innocence of Muslims » ou des phénomènes isolés tels que l'affaire M. Merah en France sont de nature à augmenter les craintes des chancelleries occidentales face à la montée des radicalismes religieux dans les États arabes et musulmans. Or, la Syrie est justement devenue une plateforme djihadiste ouverte avec non seulement des groupes radicaux armés syriens mais aussi étrangers. Dans les représentations occidentales, ce nouveau danger (malheureusement fort prévisible), à défaut de pouvoir être maîtrisé, doit être contenu.

Afin de contrer ce phénomène croissant dont les répercussions dépassent très largement la seule dimension syrienne, certains responsables politiques étrangers sont tentés par la perspective d'une intervention rapide en Syrie. Toutefois, en l'absence d'appui russe au Conseil de Sécurité de l'ONU, une telle intervention n'est pas à l'ordre du jour. En outre, il est fort probable que toute intervention de l'OTAN en Syrie serait étroitement liée à une action plus globale contre l'Iran. **Frapper le régime alaouite constituerait en effet une première étape pour réduire l'influence iranienne dans la région.** Ces deux dossiers ne pouvant être dissociés, il convient de prendre en compte les répercussions internationales que pourrait avoir ce type d'intervention. Dans ce contexte, la solution d'une intervention n'est évidemment pas le premier choix.

Sur le long terme, il est possible d'assister à un renversement du régime par les forces d'opposition armées sans intervention militaire directe. C'est une question ici de géographie, de maîtrise du territoire mais aussi de dosage de l'armement attribué aux opposants. Ce dernier facteur externe est fondamental puisque ce sont des puissances étrangères qui fournissent les armes, encadrent et entraînent certains des insurgés. Dès lors que les armes nécessaires sont fournies, il n'y a aucun obstacle à ce que les insurgés obtiennent la victoire finale. Tout l'enjeu réside plutôt dans le fait de déterminer à qui donner ces armes et ce qu'elles deviendront par la suite. Il y a déjà plus de la moitié du territoire syrien qui échappe au contrôle du régime. Quoi qu'il advienne, le sang continuera encore longtemps de couler et on peut malheureusement s'attendre à de plus amples destructions à travers le pays. Les différents protagonistes sont prêts à raser Damas et à détruire le patrimoine historique et culturel de la Syrie, à l'instar de ce qui se passe à Alep, plutôt que de céder du territoire à leurs adversaires. Sur ce point-là, les deux camps semblent adopter la même logique. Le territoire importe plus que ce qui se trouve dessus.

Le poids des représentations et la nécessaire implication des acteurs régionaux

Dans les médias occidentaux et les médias arabes comme *Al Jazeera* et *Al Arabiya*, le poids du veto russe est constamment mis en avant pour expliquer l'immobilisme du Conseil de sécurité de l'ONU sur le dossier syrien. À ce titre, notons que la Chine est rarement pointée du doigt. Pour autant, il serait bien naïf de croire qu'elle se contente d'adopter une attitude suiviste sur ce dossier. Les dirigeants chinois agissent selon leurs intérêts nationaux et ce n'est certainement pas la Russie qui leur dicte quoi que ce soit en matière de politique étrangère.

L'importance du veto russe et chinois dépend de la perspective selon laquelle nous nous plaçons. Du point de vue occidental, ce sont indéniablement ces deux vetos qui empêchent d'agir. En revanche, à la lecture de la presse et des déclarations russes ou chinoises, une tout autre interprétation des faits émerge. Le refus des autres membres permanents du Conseil de sécurité de trouver une solution politique à la crise syrienne est vigoureusement dénoncé. En réalité, nous sommes en présence d'un rapport de force classique entre différents acteurs mus par des intérêts propres sur lesquels ils n'entendent pas céder. En effet, certains acteurs étatiques voient en cette période de crise la possibilité historique de renforcer leur position en Syrie, alors que d'autres se sentent menacés et agissent afin de maintenir leurs intérêts. Somme toute, il s'agit d'une rhétorique assez fréquente que de faire porter la responsabilité de tout échec à la partie adverse, surtout lorsque les opinions publiques nationales sont bouleversées par tant d'immobilisme.

Par ailleurs, il paraît difficilement concevable de parvenir à la résolution d'un conflit sans impliquer l'ensemble des acteurs en présence. À maints égards, la situation actuelle, bien que différente, peut être rapprochée de la situation libanaise après l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005. Pour Jacques Chirac et son homologue américain, le dossier de la stabilité libanaise devait être réglé sans passer par Damas. Cette option s'avéra être un échec dans la mesure où le régime syrien était un acteur essentiel dans ce dossier, au même titre que la France. La situation commença à évoluer lorsque Paris renoua le dialogue avec Damas durant l'été 2008.

Conclusion

Au vu de toutes les forces radicales qui se déchainent actuellement, l'avenir en Syrie est d'ores et déjà assez trouble et il est difficile de savoir dans combien d'années ou dans combien de décennies nous allons assister à une réelle transition démocratique dans le pays. En revanche, il est difficilement envisageable que la Syrie ait de mauvaises relations avec l'Iran et de facto l'Irak et la communauté majoritaire au Liban, les Chiites, représentés principalement par le Hezbollah. Si des dirigeants sunnites prennent le pouvoir en Syrie, il leur faudra par conséquent composer avec l'Iran et ses alliés régionaux. Aucune solution ne sera trouvée à l'internationalisation de la crise syrienne sans la prise en compte de l'ensemble des protagonistes, y compris le régime iranien, acteur majeur.

Les Syriens sont dans l'attente d'une évolution du statut quo dramatique qui se dessine progressivement sur le terrain entre les différents camps. Cependant, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que **la chute du régime actuel n'implique pas nécessairement une sortie de crise. La crise peut continuer sans Bachar al-Assad au pouvoir et il est donc primordial de sortir de la crise par une solution politique** et à ce titre tous les acteurs doivent être représentés et tous devront faire des concessions s'ils veulent mettre un terme à l'effusion de sang et de destructions qui nourrissent la haine.

NDLR : Cet entretien a été conduit le 15 octobre 2012. Il a été relu et amendé par Isabelle Feuerstoss. Manuscrit clos le 2 novembre 2012

Copyright Novembre 2012-Feuerstoss-Aby/Diploweb.com

. Isabelle Feuerstoss, *La Syrie et la France. Enjeux géopolitiques et diplomatiques*, Paris, L'Harmattan, 2013.

Caractérisée en 2011 par le pacifisme des manifestants et l'aspect séculier des revendications démocratiques, la nature de la crise syrienne a depuis profondément changé. La répression massive et aveugle des forces armées de Bashar al-Assad ainsi que l'internationalisation du dossier ont progressivement transformé le soulèvement populaire en une guerre civile. Comment comprendre la ligne intransigeante de la politique française dès l'été 2011, inédite mais risquée (car fondée sur le pari de la chute inexorable du régime à court terme) et les réponses disproportionnées et violentes de Damas à l'égard de Paris ? Désormais, le sort du régime syrien est devenu un enjeu géopolitique de première importance pour les puissances régionales et internationales. En effet, compte tenu de l'importance stratégique de la Syrie dans l'équation moyen-orientale, la reconfiguration des rapports de force internes laisse présager des contrecoups à portée régionale, si ce n'est au-delà. Dans ce contexte, quel est l'avenir des relations entre la France et la Syrie ? Cet ouvrage se propose d'apporter quelques clefs permettant de mieux appréhender la complexité et la portée des enjeux en présence. Il est tiré d'une thèse.

Plus sur *Diploweb.com*

. Voir l'article de Gérard Chaliand, "Syrie. Guérilla urbaine" [Voir](#)

. Voir l'article de Xavier Guilhou, "L'énigme syrienne" [Voir](#)

P.-S.

Isabelle Feuerstoss est chercheuse postdoctorale à l'Institut Français de Géopolitique et au Pôle Méditerranée de l'université Paris 8, spécialiste de la Syrie.

Romain Aby est doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (IFG). Ses recherches portent sur les États de la péninsule Arabique. Il est également animateur du compte de veille géopolitique sur les États arabes @abygeopolitique

Notes

[1] Source : un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=29264&Cr=Syrie&Cr1=#.UJOeqGeeZJE

Il convient néanmoins de prendre la plus grande précaution dès lors qu'il s'agit du nombre de morts dans [le conflit syrien](#). Les pertes humaines sont probablement plus élevées mais dans un souci d'objectivité, il est préférable de se référer aux informations de l'ONU.